Economie politique: macro-économie

DROIT 1262 Faculté de droit

Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix

Professeur: Louis Hotte

Assistant: Natalia Smoliakova

## EXAMEN FINAL 8 JUIN 2001 QUESTIONNAIRE NUMERO 1

Le nombre total de points à accumuler est de 130. Veuillez ne rendre que les feuilles réponses prévues à cet effet. Bonne chance!

#### A. Questions à choix multiples

Inscrivez clairement votre nom ainsi que le numéro de ce questionnaire sur votre feuille réponse. 4 points par bonne réponse; -1 point par mauvaise réponse; 0 point s'il n'y a pas de réponse.

- 1. Les travailleurs belges d'aujourd'hui profitent d'un niveau de vie relativement élevé surtout parce que
  - (a) les syndicats belges leur assurent un salaire élevé.
  - (b) l'industrie belge est bien protégée de la concurrence étrangère.
  - (c) il existe un taux de salaire minimum en Belgique.
  - (d) leur niveau de productivité est élevé. •
  - (e) Aucune de ces réponses
- 2. Une inflation élevée et qui persiste est généralement causée par
  - (a) des syndicats qui demandent des salaires trop élevés.
  - (b) les pays expotateurs de pétrole qui haussent trop leurs prix.
  - (c) les gouvernements qui haussent trop les quantités de monnaie. •
  - (d) la réglementation gouvernementale qui hausse trop les coûts de production.
- 3. Soient les chiffres suivants pour un pays quelconque (exprimés en US\$ per capita):
  - Dépenses de consommation: 14 992
  - Dépenses publiques: 3 570
  - Exportations: 16 183
  - Importations: 15 230
  - Versements d'aide sociale: 1 112
  - Investissement: 4 284

Le PIB per capita de ce pays est de

- (a) 23 799 **♠**
- (b) 14 992
- (c) 24 911
- (d) 54 259
- (e) 39 029

Utilisez le graphique suivant pour répondre aux trois questions qui suivent.

### (Pour graphiques, voir fichier graphiques-sol.doc)

- 4. Si l'économique est initialement au point C, le coût d'opportunité de produire 15 unités additionnelles de gaufres est de
  - (a) 10 unités de chocolat.
  - (b) 20 unités de chocolat. ♠
  - (c) 30 unités de chocolat.
  - (d) 40 unités de chocolat.
  - (e) 50 unités de chocolat.
- 5. Si l'économie est présentement au point E,
  - (a) le coût d'opportunité de 20 unités additionnelles de chocolat est de 10 unités de gaufres.
  - (b) le coût d'opportunité de 20 unités additionnelles de chocolat est de 20 unités de gaufres.
  - (c) le coût d'opportunité de 20 unités additionnelles de chocolat est de 30 unités de gaufres.
  - (d) 20 unités additionnelles de chocolat peuvent être produites sans qu'il n'y ait d'impact sur la production de gaufres.♠
  - (e) Aucune de ces réponses
- 6. Le point F représente
  - (a) une combinaison d'ouput qui pourrait être atteinte si le progrès technologique était assez important.
  - (b) une combinaison d'output qui est inefficace car elle correspond à une sous-utilisation des ressources disponibles.
  - (c) une combinaison d'output qui peut être atteinte en réduisant la production de gaufres de 20 unités.
  - (d) une combinaison d'ouput non-désirée par les consommateurs.
- 7. En ce qui concerne l'usage du PIB per capita comme mesure du bien-être, laquelle des affirmations suivantes vous paraît la plus acceptable?
  - (a) C'est une bonne mesure car elle prend en compte, entre autre, la qualité de l'environnement.
  - (b) C'est une mauvaise mesure car on n'observe aucun lien entre PIB per capita plus élevé et espérance de vie plus élevée.
  - (c) Elle peut être sous-estimée car elle ne prend pas en compte certaines activités telles que la rénovation d'une maison, la garde des enfants, les activités artistiques ou cuisiner.♠
  - (d) C'est une mauvaise mesure car elle ne prend pas en compte la distribution du revenu.
  - (e) Aucune de ces réponses

- 8. Laquelle des affirmations suivantes concernant la Belgique vous paraît la plus acceptable?
  - (a) La dette publique belge est moins élevée que celle de la plupart des autres pays industrialisés parce que la balance commerciale est positive.
  - (b) La dette publique belge est plus élevée que celle de la plupart des autres pays industrialisés parce que la Belgique connaît des taux de chômage beaucoup plus élevés que ceux des pays voisins.
  - (c) La dette publique belge est plus élevée que celle de la plupart des autres pays industrialisés parce que les Belges épargnent moins.
  - (d) La dette publique belge est plus élevée que celle de la plupart des autres pays industrialisés parce que la Belgique a connu des déficit budgétaires plus importants.
  - (e) Aucune de ces réponses
- 9. Laquelle des affirmations suivantes vous paraît inacceptable en ce qui concerne la croissance économique.
  - (a) Certains gouvernements subventionnent la R et D (recherche et le développement) et l'éducation car on considère que leur rendement social excède leur rendement privé.
  - (b) La croissance est en partie causée par l'investissement dont le coût est l'épargne.
  - (c) L'investissement étranger en portefeuille encourage généralement la croissance économique.
  - (d) La très forte croissance récente de pays tels que le Japon, la Corée du Sud et Singapour est expliquée principalement par l'effet de rattrapage.
  - (e) Au début de années septante, certaines prévisions de ralentissement de la croissance économique mondiale due à la diminution des ressources naturelles disponibles se sont avérées faussent car elles prenaient bien en compte les effets de la hausse des prix des ressources.
- 10. Laquelle des affirmations suivantes est vraie?
  - (a) Une obligation avec un terme plus court offre généralement un taux d'intérêt plus élevé.
  - (b) Les actions offrent généralement un taux de rendement moins élevé que les obligations car les actions sont plus risquées.
  - (c) L'émission d'actions permet de hausser l'investissement même si une fois émises, les actions retransigées en bourse ne rapportent plus rien aux entreprises.♠
  - (d) Les fonds mutuels (ou SICAV) sont plus risqués que les actions individuelles, c'est pourquoi leur rendement est généralement moins élevé que celui des actions.
  - (e) Les banques freinent la croissance économique parce qu'elle prennent des profits sur le dos des épargants et investisseurs.
- 11. Laquelle des mesures suivantes serait susceptible de faire augmenter le taux de chômage?
  - (a) Une baisse du taux de syndicalisation des travailleurs.
  - (b) Une baisse du salaire minimum légal.
  - (c) Une hausse des allocations de chômage.
  - (d) Une hausse de l'état de santé général des travailleurs.
- 12. La Banque centrale européenne (BCE) vous rachète une obligation de 1000 euros. Quelle sera le changement potentiel de l'offre de monnaie qui en résulte si vous déposez ces 1000 euros dans votre compte bancaire et que la réserve obligatoire est de 20%?
  - (a) 1000 euros
  - (b) 4000 euros
  - (c) 5000 euros♠
  - (d) zéro

- 13. Les trois principaux outils de la politique monétaire sont
  - (a) les dépenses gouvernementales, les taxes et le coefficient de réserves obligatoires.
  - (b) l'offre de monnaie, les achats gouvernementaux et les taxes.
  - (c) les pièces de monnaie, les devises et les demandes de dépôts.
  - (d) les opérations d'''open market'', le coefficient de réserves obligatoires et le taux d'escompte. 🌲
  - (e) la monnaie fiduciaire, les commodités et les dépôts bancaires.
- 14. A long terme, l'inflation est causée par
  - (a) les gouvernements qui impriment trop de monnaie. •
  - (b) les banques qui dispose d'un pouvoir de marché et qui refusent de prêter de l'argent.
  - (c) les gouvernements qui haussent les taxes et impôts de telle sorte que le coût de faire des affaires augmente, ce qui fait grimper les prix.
  - (d) les haussent des prix des input, tels que la main d'oeuvre et le pétrole.
  - (e) Aucune de ces réponses
- 15. Si le taux d'inflation réalisé s'avère être plus élevé que ce qu'avaient anticipé les gens, alors
  - (a) la richesse est redistribuée des prêteurs vers les emprunteurs.
  - (b) la richesse est redistribuée des emprunteurs vers les prêteurs.
  - (c) aucune redistribution n'a eu lieu.
  - (d) le taux d'intérêt réel n'est pas afecté.
- 16. Supposons que l'offre de monnaie dans la zone euro augmente plus rapidement que celle au Royaume-Uni. L'on s'attendrait à ce que
  - (a) l'euro se déprécie face à la livre.♠
  - (b) l'euro s'apprécie face à la livre.
  - (c) l'euro maintienne un taux de change constant avec la livre grâce à la parité du pouvoir d'achat.
  - (d) Aucune de ces réponses.
- 17. Supposons qu'en Belgique l'épargne soit de 100 milliards d'euros et que l'investissement net à l'étranger soit de -20 milliards d'euros. L'investissement domestique (ou intérieur) sera de
  - (a) -20 milliards d'euros.
  - (b) 20 milliards d'euros.
  - (c) 80 milliards d'euros.
  - (d) 100 milliards d'euros.
  - (e) 120 milliards d'euros.♠
- 18. Supposons que l'économie soit initialement dans un équilibre de long terme. Le gouvernemnt décide alors de couper dans les dépenses militaires. Selon le modèle de l'offre agrégée et de la demande agrégée, quel sera l'effetsur les prix et output à court terme?
  - (a) Les prix augmentent, l'output diminue.
  - (b) Les prix augmentent, l'output augmente.
  - (c) Les prix diminuent, l'output augmente.
  - (d) Les prix diminuent, l'output diminue.
  - (e) Ils ne sont pas affectés.
- 19. Supposons que l'économie soit initialement dans un équilibre de long terme. Le gouvernemnt décide alors de couper dans les dépenses militaires. Selon le modèle de l'offre agrégée et de la demande agrégée, quel sera l'effetsur les prix et output à long terme?

- (a) Les prix augmentent, l'output reste inchangé par rapport à son niveau initial.
- (b) Les prix baissent, l'output reste inchangé par rapport à son niveau initial. •
- (c) L'output augmente, les prix restent inchangés par rapport au niveau initial.
- (d) L'output diminue, les prix restent inchangés par rapport au niveau initial.
- (e) Les prix et output demeurent inchangés par rapport à leur niveau initial.
- 20. Supposons que les indivudus dans l'économie aient des anticipations rationnelles, l'annonce d'une politique monétaire restrictive qui soit crédible devrait contribuer à
  - (a) réduire l'inflation tout en haussant sensiblement le taux de chômage.
  - (b) hausser l'inflation tout en diminuant sensiblement le taux de chômage.
  - (c) hausser l'inflation avec relativement peu d'effet sur le chômage.
  - (d) réduire l'inflation avec relativement peu d'effet sur le chômage. •
  - (e) Aucune de ces réponses

# B. Questions à développement

Répondez dans les espaces prévus seulement. Soyez très précis dans vos réponses. Des commentaires qui n'ont rien à voir avec la question pourront conduire à des points négatifs.

- 1. (20 points) Deux usines situées le long d'une rivière y déversent leurs rejets. L'usine A émet 50 tonnes par an et l'usine B émet 100 tonnes par an. Chaque réduction d'une tonne de ces rejets coûte 1000 euros à l'usine A et 200 euros à l'usine B. Les autorités locales souhaitent que le niveau total de rejet soit de 100 tonnes par an.
- a) (10 points) Ne connaissant pas les coûts de réduction de chaque usine, les autorités adoptent une réglementation qui impose une réduction uniforme entre les usines. Caculez la réduction imposées à chaque usine, et les coûts individuels et totaux d'une telle mesure.

```
REJETS TOTAUX = 75+100=175

REJETS RECHERCHÉS = 100

RÉDUCTIONS TOTALES = 175-100=75

RÉDUCTIONS/USINE = 75/2=37.5

COÛTS USINE A = 37.5*1000=37500 EUROS

COÛTS USINE B = 37.5*200=7500

COÛTS TOTAUX DE RÉDUCTION = 45000 EUROS
```

b) (10 points) Proposez un autre moyen d'atteindre le même niveau de rejets totaux que celui obtenu par la réglementation mais qui soit plus efficace même si les autorités ne connaissent pas les coûts de réduction des rejets des usines. Décrivez son fonctionnement de manière détaillée.

LES AUTORITÉS PEUVENT DISTRIBUER DES DROITS DE POLLUTION ÉCHANGEABLES ENTRE LES USINES. SUPPOSONS PAR EXEMPLE QU'ELLES PERMETTENT À CHAQUE USINE D'ÉMETTRE 50 TONNES PAR AN.

### SITUATION AVANT ECHANGE:

```
USINE A: Coûts de réduction = (75-50)*1000 = 25000 euros USINE B: Coûts de réduction = (100-50)*200 = 10000 euros
```

#### ECHANGE DE DROITS DE POLLUTION:

L'USINE A RACHÈTE 25 TONNES DE DROITS DE L'USINE B À UN PRIX SITUÉ ENTRE 200 ET 1000 EUROS. PRENONS UN PRIX DE 500 EUROS POUR ILLUSTRER.

```
Coûts usine A: (avec 75 tonnes/an de droits) Réductions = 0 Rachat de droits = 25*500 = 12500 euros Coûts usine B: (avec 25 tonnes/an de droits) Réductions = (100-25)*200 = 15000 vente de droits = 25*-500 = -12500
```

coûts totaux usine B = 2500 euros

LES DEUX USINES ONT GAGNÉ À L'ÉCHANGE ET LES COÛTS TOTAUX DE RÉDUCTION SONT PASSÉS DE 45000 À 15000 EUROS. ON SUPPOSE ICI QUE LES COÛTS DE TRANSACTIONS RÉSULTANT DE LA NÉGOCIATION ENTRE USINES SONT NULS.

2. (30 points) Vous écoutez les nouvelles à la télévision et apprenez que la BCE a décidé de hausser les taux d'intérêt de un quart de point afin de combattre l'inflation future. Une entrevue avec avec un politicien français s'ensuit et voici ce qu'il dit: "La BCE a décidé de mener une politique restrictive malgré que l'indice des prix à la consommation n'ait pas augmenté, supposément afin de combattre l'inflation. Les Français voudront savoir pourquoi ils devront faire face à des taux d'intérêt plus élevés sur leurs emprunts. Je n'ai pas de bonne réponse à leur offrir. Je crois que c'est scandaleux et que les élus devraient avoir son mot à dire sur les politiques monétaires."

Répondez aux question suivantes.

a) (5 points) Quel taux d'intérêt a augmenté la BCE?

LA BCE HAUSSE LE TAUX D'INTÉRÊT SUR LE MARCHÉ DES FONDS PRÊTABLES PRINCIPALEMENT PAR LES OPÉRATIONS D'OPEN-MARKET QUI CONSISTENT ICI À VENDRE DES OBLIGATIONS D'ÉTAT.

Autre réponse acceptée partiellement: Hausse du taux d'escompte, c-à-d le taux auquel la BCE prête aux banques.

b) (15 points) Décrivez, à l'aide de graphiques, quel sera l'impact de cette décision de la BCE, en faisant bien la différence entre le court terme et le long terme.

(Pour graphiques, voir fichier graphiques-sol.doc)

L'ÉCONOMIE EST INITIALEMENT À L'ÉQUILIBRE DE LONG TERME AU POINT A  $(Y_0, P_0)$ . AVEC UNE POLITIQUE MONÉTAIRE RESTRICTIVE, L'OFFRE MONÉTAIRE EST RÉDUITE, CE QUI RÉDUIT LA DEMANDE AGRÉGÉE POUR TOUT NIVEAU DE PRIX DONNÉ. LA DA SE DÉPLACE VERS LA GAUCHE DE  $DA_0$  À  $DA_1$ .

REMARQUE: A COURT TERME, LES PRIX ÉTANT RIGIDES, LA BCE NE POURRA RÉDUIRE LA MASSE MONÉTAIRE QU'EN OFFRANT DES TAUX D'INTÉRÊTS PLUS ÉLEVÉS SUR LES OBLIGATIONS D'ÉTAT POUR INCITER LES GENS À LES ACHETER. C'EST CETTE ÉPARGNE ADDITIONNELLE, QUI N'EST PAS UTILISÉE POUR HAUSSER L'INVESTISSEMENT, QUI FAIT RÉDUIRE LA DA.

Les prix et salaires étant rigides à court terme, la baisse de la DA fait diminuer les prix de  $P_0$  à  $P_1$  et l'output de  $Y_0$  à  $Y_1$  (à court terme, on passe du point A au point B). A long terme, les producteurs ajustent leurs prix et renégocient les salaires, de sorte que l'offre agrégée de court terme se déplace vers la droite de  $OACT_0$  à  $OACT_1$  (on passe du point B au point C). Il en résulte una baisse de prix permanente à  $P_2$  (ou, dans le cas présent, une atténuation de la menace d'inflation). De plus, à long terme, on retrouve l'output initial  $Y_0$ .

Puisque l'output passe de  $Y_0$  à  $Y_1$  à court terme, cette politique restrictive causera du chômage additionnel à court terme. Le chômage retrouvera cependant son niveau initial à long terme.

c) (10 points) En se basant sur la déclaration du politicien français, expliquez pourquoi beaucoup d'économistes croient que la BCE doit être indépendante des politiciens.

LES POLITICIENS SAVENT QUE LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊTS N'EST PAS POPULAIRE POUR BEAUCOUP D'ÉLECTEURS (CAR CELA MÈNE À UNE HAUSSE DU COÛT DU CRÉDIT POUR LES BIENS DE CONSOMMATION ET LES EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES). C'EST POURQUOI ILS METTENT PARFOIS DE LA PRESSION SUR LA BCE POUR RETARDER LE PLUS POSSIBLE CETTE HAUSSE ET AINSI CONSERVER LEUR COTE DE POPULARITÉ, DU MOINS À COURT TERME À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS. MAIS CELA SE FAIT AU RISQUE D'UNE INFLATION FUTURE PLUS ÉLEVÉE, PLUS COÛTEUSE À CORRIGER, CAR MOINS CRÉDIBLE. EN EFFET, D'APRÈS

LES THÉORIES SUR LES ANTICIPATIONS RATIONNELLES, PLUS L'ANNONCE D'UNE POLITIQUE MONÉTAIRE RESTRICTIVE SERA CRÉDIBLE, MOINS ELLE SERA COÛTEUSE À COURT TERME EN TERMES DE BAISSE DE PRODUCTION ET HAUSSE DU CHÔMAGE, TEL QUE VU DANS LA RÉPONSE PRÉCÉDENTE. CELA EST DÛ AU FAIT QU'EN ANTICIPANT LA BAISSE PROCHAINE DU TAUX D'INFLATION, LES AGENTS VONT INCORPORER PLUS RAPIDEMENT LES BAISSES DE PRIX ET DE SALAIRES. LES DÉCLARATIONS DU POLITICIEN FRANÇAIS DÉMONTRENT BIEN QUE SI LES ÉLUS AVAIENT LEUR MOT À DIRE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE, CETTE DERNIÈRE SERAIT MOINS CRÉDIBLE ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION DEVIENDRAIT PLUS DIFFICILE À METTRE EN OEUVRE.